

RÉFORMISME ET “LUTTES DE CLASSES” (FRANCE, 1970 À NOS JOURS)

Le Regard de George Ross

Guy Groux

Je me souviens du regard à la fois rieur, éclairé, profond et toujours attentif de George. Et je me souviens encore d’un “autre regard” celui—intellectuel—qu’il portait sur la société française pour mieux la questionner. George était de ces collègues et amis venus d’ailleurs qui permettent à “l’indigène d’ici” de mieux comprendre son pays et les acteurs ou les forces qui agissent en son sein.

J’ai souvent rencontré George surtout à Paris et New-York mais aussi à Madrid ou à Belmont, dans une période politique et sociale cruciale pour la France, les années 1970–1990. De nombreux sujets suscitaient son intérêt: l’Europe, la gauche politique, les mouvements sociaux mais nos échanges ont beaucoup porté sur l’un d’entre eux, sur un acteur singulier, le syndicalisme et plus particulièrement la Confédération générale du travail (CGT). Et pour cause. À l’époque, celle-ci faisait l’objet d’une attention soutenue de la part de George à cause de son rôle et de sa place dans une France en pleine mutation.¹

Brefs Rappels Historiques

Avant d’aller plus loin, quelques brefs rappels historiques sont nécessaires. Née au début du mouvement ouvrier en France, la CGT est restée pendant plus d’un siècle un acteur syndical central, incontournable. Et d’autant plus centrale qu’elle fut à l’initiative de la totalité des grands mouvements sociaux qui ont jalonné l’histoire sociale et politique de la France. Il en est ainsi des grèves du début du XX^e siècle, du Front populaire, de l’après-1945 ou de mai 1968 jusqu’aux mouvements qui se sont développés de 1995 à nos jours contre les politiques de réformes voulues par le pouvoir politique en vue d’adapter la société française aux mutations du capitalisme, à la mondialisation et aux normes de l’Union européenne.



En outre et durant plus d'un siècle, l'influence de la CGT ne se limitait pas aux seules revendications immédiates des salariés. Elle était aussi politique à cause même des rapports étroits et historiques qu'elle entretenait avec le Parti communiste français (PCF), l'un des partis communistes les plus puissants du monde occidental.²

Réformisme ou Syndicalisme de Luttes ?

Dans l'après-1968, les représentations politiques que l'on se faisait de la CGT restaient fort distinctes. Pour les partis de droite, la CGT demeurerait une simple “courroie de transmission” du PCF. Pour une grande partie de la gauche réformiste, elle restait prisonnière de son histoire et de sa culture industrielle et marxisante. Et donc, totalement débordée par la crise du fordisme et les mutations technologiques et capitalistes qui modifiaient le marché du travail et remettaient en cause le poids de la classe ouvrière dans la société française. Enfin, pour l'extrême-gauche, la CGT de l'après-1968 était devenue un syndicalisme simplement porteur de revendications immédiates et matérielles ayant rompu avec le projet révolutionnaire qu'elle put incarner dans le passé.

Ces thèses avaient toutes, un défaut. Elles saisissaient la CGT comme une organisation purement homogène mais pour George, elle était tout autre chose. Il s'agissait d'une organisation traversée de clivages profonds et réels.

Pour lui, c'est à la fin des années 1970 que la CGT présente un double visage. D'un côté, l'affirmation d'une ligne nouvelle et d'une révision stratégique fondées sur un syndicalisme de propositions dont l'action implique “des changements progressifs indépendamment des événements propres à la sphère politique.”³ En l'occurrence, un syndicalisme appelé à devenir réformiste rompant avec l'une des traditions fortes de la CGT à savoir son lien politique au PCF. De l'autre, une ligne fidèle à ce parti dont l'hostilité à l'égard de tout réformisme syndical et notamment au “syndicalisme de propositions” constitue alors un dogme. Pour les tenants de cette ligne, la notion de “luttes” devait être au cœur de l'action syndicale. Elle impliquait “des grèves partout où c'était possible” et des manifestations sans cesse répétées. Contrairement à ceux qui plaidaient pour un certain réalisme face aux contraintes liées à une crise économique qui s'amplifiait alors, il fallait “montrer que la crise n'était pas inévitable.”⁴ Pour les tenants de cette “ligne de luttes” très volontariste et très militante, celle-ci se voulait d'autant plus légitime qu'ils se considéraient comme les garants de l'identité historique de la CGT à savoir: le “syndicalisme de classes”.

Bien que soumise à des aléas divers—nous y reviendrons—le clivage: syndicalisme de propositions *versus* syndicalisme de luttes, façonnera désormais l'histoire de la CGT et c'est l'un des apports et des mérites de George d'avoir été l'un des tout premiers à l'avoir perçu et souligné. Dans un premier temps, la victoire du syndicalisme de “luttes”, est favorisée par un contexte économique et social particulier marqué par un taux de chômage très élevé mais aussi par des réformes voulues par le gou-

vernement à propos de la protection sociale et du droit du travail. Pour beaucoup de syndicalistes, ces réformes ne constituaient pas seulement des menaces sur les acquis des salariés. Elles signifiaient surtout l'alignement du pouvoir politique sur une ligne ultra-libérale à l'opposé d'un "Etat-Providence" auquel était fortement attachée la gauche politique et syndicale.

Ce syndicalisme de luttes touchera des secteurs importants: automobile, sidérurgie, ports et docks, énergie, la Poste... Et il jouera un rôle décisif lors des grands mouvements protestataires qui de 1995 à 2023, s'opposeront aux réformes du gouvernement notamment à propos des retraites. Ces mouvements donnent alors lieu à de très nombreuses grèves parmi les fonctionnaires et le secteur nationalisé (chemins de fers, énergie...). Mais aussi à des manifestations de rues spectaculaires qui se déroulent sur plusieurs semaines voire plusieurs mois et qui réunissent des centaines de milliers et parfois plus d'un million de personnes.

Pourtant, malgré leur puissance, ces mouvements déboucheront—sauf rares exceptions—sur des échecs patents. Prémonition ou clairvoyance intellectuelle très singulière? De façon là aussi très précoce, George avait su pronostiquer ce qu'il allait advenir du syndicalisme de luttes propre à la CGT. Contrairement au passé, la CGT ne sera plus en mesure d'influencer en profondeur le cours des choses. En d'autres termes, on est là face à un paradoxe: pourtant nombreuses et massives, les mobilisations collectives semblent être devenues impuissantes pour imposer à l'Etat, de nouvelles règles de droit plus favorables aux intérêts des salariés.⁵ Et il en est de même sur le terrain de l'économie. En témoigne un exemple très significatif car liant l'univers quotidien de beaucoup de salariés à la situation économique internationale. Malgré de très nombreux conflits menés par la CGT pour l'emploi et la préservation d'industries menacées par la mondialisation, le nombre d'employés de filiales industrielles des groupes français à l'étranger demeure très élevé surtout lorsqu'on le compare à ceux de pays voisins. Il est de 62 pourcent alors qu'il est de 52 pourcent au Royaume-Uni, 38 pourcent en Allemagne, 26 pourcent en Italie et 10 pourcent en Espagne.⁶ En l'occurrence, le seul tort que l'on puisse reprocher à George n'est-il pas d'avoir eu raison trop tôt?

D'Hier à aujourd'hui. Une CGT, toujours au "milieu du gué"

Certes, l'impuissance des syndicats relève notamment d'un fait: la crise du syndicalisme. Pâtissant du déclin de l'industrie et de ses bases ouvrières, la CGT a perdu 60 pourcent à 70 pourcent de ses adhérents, de 1970 à 1995.⁷ Une véritable crise donc mais une crise qui fut durant longtemps niée par les plus fervents partisans du "syndicalisme de luttes". D'où un certain aveuglement face aux mutations du capitalisme qui rendaient pourtant de plus en plus incertaine voire improductive l'action syndicale.

Face aux échecs du “syndicalisme de luttes”, apparaît dès la fin des années 1990, une alternative due à des dirigeants comme Louis Viannet et Bernard Thibault. Il s’agissait alors de (re)construire un syndicalisme qui ne s’enferme plus de façon exclusive dans une culture du conflit et accepte un certain pragmatisme économique et l’idée du “compromis négocié” au sein des entreprises. En outre et sur un plan plus politique voire géopolitique, il s’agissait suite à la chute du “bloc soviétique”, de rompre avec l’hostilité historique de la CGT (et du PCF) à l’égard de “l’Union européenne” qui fut durant longtemps considérée comme le “bras armé” des États-Unis face à l’Union des républiques socialistes soviétiques.⁸ Alors, c’est notamment ce qui explique l’adhésion de la CGT à la grande confédération réformatrice et sociale-démocrate européenne, la Confédération européenne des syndicats (CES).

Cependant, la ligne “réformatrice” définie par Louis Viannet et Bernard Thibault ne sera pas un “long fleuve tranquille”. Au sein de l’organisation, elle subit des oppositions très déterminées. La ligne “syndicalisme de luttes” reste influente car portée par une crise économique qui perdure et surtout par un contexte politique marqué par une gauche de plus en plus radicale.

Aujourd’hui, les mutations de la société et de l’économie française ont impliqué au sein de la CGT des évolutions réelles. Mais en dépit de celles-ci, *on y retrouve toujours les clivages des années 1970* que George avait particulièrement bien analysés. L’histoire d’une CGT monolithique liée à l’après-guerre et à l’hégémonie du PCF sur la gauche politique (et syndicale) n’est plus. Désormais, la CGT porte en elle un certain pluralisme mais dont les effets restent ambigus. Comme l’a montré le dernier congrès confédéral organisé en 2023, ce pluralisme implique de nombreux débats qui à côté de leur richesse, ne permettent pas toujours de saisir clairement les choix stratégiques de la CGT et *in fine* “ce qu’elle est réellement aujourd’hui”.

À la fin des années 1970, Jean-Louis Moynot, l’un des dirigeants de la CGT d’alors et l’un des amis de George, estimait que la CGT était au “milieu du gué” car dans l’incapacité d’adopter une ligne stratégique claire.⁹ Aujourd’hui, le contexte est le même. La CGT qui aurait pu devenir réformatrice ne l’est jamais vraiment devenue. Et révolutionnaire, elle ne l’est plus non plus car suite à la crise du modèle soviétique et à celle du PCF, la CGT a procédé à l’abandon de ce qui formait son identité historique à savoir “l’idée communiste”.¹⁰ La CGT demeure ainsi et toujours “au milieu du gué” se disant *ici* réformatrice et *là* fidèle au principe de luttes de classes et à un désir profond de transformation radicale de la société capitaliste. Mais comme le dit un proverbe français: comment peut-on être au four et au moulin ? Là est la question.

Guy Groux, sociologue au Centre de recherches politiques de Sciences Po, CEVI-POF, Paris. Ses travaux portent sur les rapports entre l’État et les syndicats, l’action collective et les régulations sociales et contractuelles. Parmi ses publications récentes: *L’État et le dialogue social* (avec Martial Foucault), Paris: Presses de Sciences Po, 2023; *Regards croisés USA-France. Mouvements et politique en temps de crise* (dirigé avec Dan-

iel Cirera et Mark Kesselman), Nancy: Editions de L'Arbre bleu, Collection «Gauche d'ici et d'ailleurs», 2022; *“L'Europe sociale. Les raisons d'une ambition déçue”*, Note de recherche “Elections européennes 2024”, Paris: Sciences Po, Cevipof, 2024.

Notes

- 1- C'est l'une des raisons pour laquelle les travaux essentiels de George sur la CGT ont été publiés durant cette période. Avec d'autres références, elles serviront bien sûr d'appuis à ce texte.
- 2- George Ross, “La CGT: crise économique et changement politique” in *Le Mouvement ouvrier français. Crise économique et changement politique* ed. Mark Kesselman avec la collaboration de Guy Groux (Paris: Editions ouvrières, 1984), 67–91, ouvrage traduit en anglais (London: Allen and Unwin, 1984); George Ross, “The CGT's Internationalism: What Europe, What World” in Herrick Chapman, Mark Kesselman and Martin A. Schain, *A Century of Organized Labor in France. A Union Movement for the Twenty-First Century?* (New York: St Martin's Press, 1998), 215–240; George Ross, “The Perils of Politics: French Unions and the Crisis of the 1970s”, in Peter Lange, George Ross, Maurizio Vannicelli, *French and Italian Union Strategy and the Political Economy 1945–1980* (London: Routledge, 1982), 13–93.
- 3- Ross, “Crise économique”, 80–81.
- 4- Ross, “Crise économique”, 79.
- 5- Jolyon Howorth, George Ross, “Introduction. France at the Turning Point ... But Which Way to Turn?”, *Contemporary France*, vol. 3, (London: Pinter Publishers, 1989), 4.
- 6- “Les politiques industrielles en France. Evolutions et comparaisons internationales”, in *France Stratégie, Rapport pour l'Assemblée nationale*, novembre 2020, 89.
- 7- André Narritsens et Charles Demons, “Combien de syndiqués?”, Institut CGT d'histoire sociale, *Analyses et documents économiques*, n° 67, décembre 1995.
- 8- George Ross, “The CGT's Internationalism”, 1998.
- 9- Jean-Louis Moynet, *Au milieu du gué. CGT, syndicalisme et démocratie de masse* (Paris: Presses universitaires de France, 1982). Sur le récent congrès de 2023, Guy Groux, “La CGT, toujours au milieu du gué”, *Telos* 4 (mai 2023).
- 10- Guy Groux, “The Decline of the Communist Idea in a French Union (the CGT), a Sociological Case Study 1945–2000”, in *Generations of Social Movements. Remembering the Left in the US and France*, ed. Hélène Le Dantec et Ambre Ivöl (London: Routledge, 2015).